



Pour que la mondialisation réussisse en Afrique

G. E. Gondwe

ASSURER le succès de la mondialisation en Afrique est l'une des tâches les plus urgentes pour les décideurs de la région. Il ne fait aucun doute que les taux de croissance économique de l'Afrique subsaharienne sont restés très en retrait de ceux d'autres régions et que l'Afrique est la région la moins intégrée à l'économie mondiale. Et selon une opinion qui fait de plus en plus d'adeptes, l'Afrique a si peu d'atouts pour s'intégrer que sa marginalisation est inévitable. Mais notre point de vue au FMI est que les pays africains peuvent et doivent s'intégrer aux marchés mondiaux s'ils veulent réussir. Pour l'Afrique, l'intégration régionale est une étape importante sur la voie de l'intégration à l'économie mondiale. Le FMI est pleinement résolu à jouer un rôle actif dans cet effort. D'ailleurs, l'importance de l'intégration régionale a été un thème dominant dans les entretiens que le Directeur général du FMI, Horst Köhler, et le Président de la Banque mondiale, James Wolfensohn, ont eus avec les chefs d'État africains durant le voyage qu'ils ont fait ensemble en Afrique en février 2001.

Impact de la mondialisation

La mondialisation présente beaucoup d'avantages. Au cours des cinquante dernières années, le commerce a été un moteur principal de la croissance économique, et l'expansion des échanges mondiaux a été beaucoup plus forte que celle du PIB mondial. Durant les seules années 90, le commerce mondial a

augmenté à un taux moyen de 6,8 % par an, plus de deux fois celui de la production mondiale qui a été de 3,2 %. Les pays en développement considérés dans leur ensemble en ont plus largement bénéficié. Durant les années 90, leurs échanges ont augmenté de 8,3 % par an et leur PIB réel de 5,5 %.

Les bienfaits de la mondialisation n'ont toutefois pas été également répartis entre tous les pays. La part de l'Afrique dans le commerce mondial s'est en effet fortement contractée depuis dix ans. À titre d'illustration, prenons les exportations hors pétrole de l'Afrique subsaharienne qui se sont chiffrées à 69 milliards de dollars en 2000. Si les pays de la région n'avaient fait que maintenir leur part du marché des exportations de 1980, elles auraient atteint 161 milliards de dollars en 2000 — plus du double du résultat enregistré. C'est là une perte énorme qui a gravement nui à la croissance de l'Afrique.

En même temps, les crises en Asie et sur d'autres marchés émergents, du milieu à la fin des années 90, ont mis à l'arrière plan les avantages des économies ouvertes et libéralisées, focalisant l'attention sur les risques inhérents à une économie mondiale de plus en plus intégrée. Les détracteurs de la mondialisation ont essayé de faire porter à celle-ci la plus large part de responsabilité pour la persistance de la pauvreté dans le monde, y compris en Afrique. Les dirigeants des pays, d'Afrique et d'ailleurs, qui ne sont pas encore pleinement intégrés dans l'économie mondiale peuvent


donc se demander à juste titre s'ils ont intérêt à continuer d'exposer leurs pays aux risques d'une économie mondialisée. La mondialisation est-elle vraiment une bonne chose pour les petits pays? Si oui, dans quelles conditions?

Ce qui est clair, c'est qu'un grand nombre de personnes dans beaucoup de pays ont réussi à sortir de la pauvreté au cours du dernier demi-siècle précisément grâce aux opportunités créées par la mondialisation. La mondialisation de l'économie n'est pas une cause de la pauvreté persistante en Afrique, mais plutôt une part importante de la solution à ce problème. Mais ce que les crises financières en Asie et ailleurs ont aussi montré, c'est qu'il ne suffit pas d'avoir une économie ouverte. Des politiques macroéconomiques saines et transparentes, des cadres réglementaires et dispositifs d'incitation stables et rationnels, des systèmes financiers robustes, accompagnés de mécanismes de contrôle efficaces, et une bonne gestion des affaires dans les secteurs public et privé sont aussi nécessaires pour optimiser les avantages de la mondialisation et pour prévenir les crises comme celles qui ont frappé d'autres pays émergents.


Les dirigeants africains ont signifié très clairement à M. Köhler et à M. Wolfensohn, durant leur voyage en Afrique, que leurs pays souhaitent résolument se repositionner dans l'économie mondiale afin de tirer le meilleur parti des avantages qui ont fait progresser d'autres régions. Ils ont d'ailleurs fait remarquer que certains pays africains sont déjà parvenus à un degré significatif de stabilité macroéconomique ces dernières années tout en libéralisant leurs régimes de commerce et de change, en adoptant des taux d'intérêt déterminés par le marché et en levant les contrôles administratifs, souvent avec les conseils et l'appui du FMI. Parmi ces pays, le Bénin, le Botswana, le Burkina Faso, le Cameroun, l'île Maurice, le Mozambique, l'Ouganda, le Sénégal et la Tanzanie ont tous enregistré une croissance du PIB réel de 5 % par an ou plus en 1999 et 2000, tandis qu'ils ramenaient l'inflation au-dessous de 10 %. Mais, malgré ces progrès, une grande partie de l'Afrique n'a pas pu bénéficier pleinement de l'intégration à l'économie mondiale. Avec son faible taux d'épargne intérieure, la pauvreté endémique, sa forte dépendance à l'égard des exportations de produits de base et le manque d'ouverture et de libéralisation qui perdure dans de nombreux pays, l'Afrique reste exposée au risque de marginalisation.

Que peut faire l'Afrique?

Les dirigeants africains reconnaissent que la mondialisation peut faciliter les indispensables apports d'investissement privé et transferts de technologie, et élargir l'accès des exportations de leurs pays aux marchés mondiaux. Ils ont aussi clairement indiqué que la participation de leurs pays aux bénéfices de la mondialisation dépend principalement de l'initiative et de la volonté de leurs gouvernements. Autrement dit, les pays africains doivent mener sans fléchir des politiques propres à créer



«L'intégration régionale, si elle est bien conçue, offre de multiples moyens d'aider les pays africains à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés.»



les conditions requises pour attirer l'investissement, intérieur et étranger, et développer les échanges.

L'intégration régionale, si elle est bien conçue, offre de multiples moyens d'aider les pays africains à surmonter les obstacles auxquels ils sont confrontés. Un resserrement des liens commerciaux entre les pays africains les rendrait plus à même de participer aux échanges mondiaux. Avec 48 économies de taille relativement modeste et aux coûts élevés, l'Afrique devrait poursuivre l'intégration régionale afin de favoriser l'harmonisation des politiques nationales et de créer de plus vastes marchés. Les économies d'échelle dans la production et la distribution, notamment sous forme de coûts de transaction plus faibles et d'une plus grande fiabilité, rendront les producteurs intérieurs plus efficaces et plus compétitifs.

Les pays africains pourraient aussi bénéficier de la mise en place d'infrastructures régionales, tant physiques que financières. Une approche régionale des questions structurelles fondamentales — comme la réduction

et l'harmonisation des tarifs douaniers, les réformes juridiques et réglementaires, la rationalisation des systèmes de paiement, la réorganisation des secteurs financiers, l'harmonisation des régimes d'incitation et de la fiscalité de l'investissement et les réformes du marché du travail — permet aux pays participants de mettre en commun leurs ressources et de puiser dans les ressources institutionnelles et humaines de la région pour se doter de compétences techniques et administratives plus grandes que si chacun ne pouvait compter que sur soi-même. En outre, la mise en place de réseaux communs d'approvisionnement en énergie, de télécommunications et de transports n'est pas seulement efficace en termes de coûts, mais favorise l'unité entre les pays dans l'élaboration de politiques communes. En retour, la poursuite de cette approche régionale mettra les pays dans une position plus solide et plus sûre pour promouvoir leurs intérêts sur la scène internationale.

Enfin, les conditions et obligations associées à la participation à un programme de réforme ambitieux au sein d'une organisation régionale permettent aussi aux autorités nationales de mettre en œuvre dans leur pays des mesures politiquement difficiles, comme l'abaissement des tarifs douaniers ou des réformes en profondeur des appareils réglementaire et judiciaire — réformes dites de la deuxième génération. La surveillance à l'échelle de la région et le dialogue entre les différents membres de l'organisation régionale aident aussi à réduire les risques de dérapage macroéconomique, contribuant à un environnement plus stable et prévisible — condition clairement indispensable à l'essor du secteur privé.

La plupart des pays ont déjà un même objectif qui est de parvenir à la stabilité macroéconomique en appliquant des programmes appuyés par le FMI. La participation à une organisation régionale incite plus fortement les pays à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour parvenir à la stabilité souhaitée. On peut déjà voir des effets positifs de cette pression

exercée par les pairs en Afrique orientale et centrale, où les pays sont de plus en plus nombreux à adopter des régimes de taux de change déterminés par le marché afin d'améliorer leur situation macroéconomique.

Comment l'intégration régionale peut réussir

Les tentatives d'intégration régionale en Afrique ont une longue histoire, mais elles ont été très inégalement suivies. Le trop grand nombre d'accords régionaux qui font double emploi, en particulier en Afrique orientale et australe, a engendré la confusion et des lourdeurs administratives.

Le véritable défi est de faire en sorte que les organisations régionales soient perçues comme un moyen efficace d'intégrer l'Afrique dans l'économie mondiale, qui favorise la solidarité entre les pays dans leurs efforts de réforme. Et il ne faut surtout pas que ces organisations soient considérées comme des systèmes de protection des intérêts acquis. Pour devenir véritablement des vecteurs de l'intégration régionale, elles doivent plutôt se montrer comme des promoteurs de l'ouverture sur le reste du monde.

Que faut-il pour que l'Afrique atteigne ces objectifs? Premièrement, il doit y avoir une volonté politique de poursuivre les objectifs d'intégration régionale et de leur donner la priorité sur les considérations intérieures. Deuxièmement, des efforts résolus doivent être faits en vue de rationaliser les accords existants. Troisièmement, il faut s'attacher à coordonner les politiques macroéconomiques en renforçant la surveillance des politiques nationales par les coparticipants aux accords, notamment en adoptant des critères de convergence, et à travailler de manière plus intensive à l'harmonisation des normes et des règles.

Le rôle du FMI

Que fait le FMI dans ce domaine? Premièrement, en assurant une plus grande stabilité et de meilleures performances de l'économie nationale grâce à ses programmes et conseils de politique économique, le FMI fait en sorte que l'intégration régionale repose sur des bases saines. Deuxièmement, il souligne l'importance des questions régionales dans les programmes des pays auxquels il donne son appui, y compris les engagements pris dans le cadre d'accords régionaux. Troisièmement, il aide les organisations régionales à suivre l'évolution macroéconomique des pays membres en rendant disponibles des informations sur les pays, notamment dans ses rapports de consultations régulières au titre de l'article IV (des Statuts du FMI). Ces rapports fournissent les éléments nécessaires pour comparer les résultats des pays et encourager les coparticipants à faire pression sur les «mauvais élèves». Quatrièmement, nous sommes en train d'intensifier et d'élargir nos efforts de surveillance régionale afin de favoriser la coordination des politiques régionales et l'harmonisation des institutions. En particulier, les consultations tenues par le FMI au niveau régional contribuent à faciliter la définition et le suivi des critères de



G.E. Gondwe est le Directeur du Département Afrique du FMI.

convergence et des politiques macroéconomiques associées. Cinquièmement, le FMI fournit une assistance technique considérable, notamment aux organismes régionaux, en matière d'harmonisation fiscale, d'élaboration des critères de convergence et de mise en place de commissions bancaires régionales. Enfin, en collaboration avec la Banque mondiale, le FMI aide à promouvoir l'investissement dans les régions en facilitant l'établissement de conseils régionaux d'investissement dans les régions performantes d'Afrique, permettant des contacts directs et réguliers entre les investisseurs potentiels des pays industrialisés et les hauts responsables publics et les entrepreneurs.

L'intégration régionale en Afrique a déjà avancé. Ces dernières années, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA)

a accompli des progrès considérables en vue de renforcer la monnaie commune en créant une zone de libre-échange. Avec les encouragements et les conseils du FMI, les taux et le nombre des tarifs extérieurs ont été réduits tandis que les tarifs intérieurs ont été supprimés. Le FMI a aussi aidé les autorités régionales à introduire conjointement des critères de convergence macroéconomiques et des mécanismes de suivi correspondants. L'évaluation et le contrôle du respect de ces objectifs sont maintenant renforcés dans le cadre des consultations régionales menées par le FMI et, de plus en plus, de programmes d'aide bilatéraux.

Tandis que la situation en Afrique orientale et australe est plus difficile, étant donné qu'il n'y a pas de tradition de monnaie commune sur laquelle on puisse s'appuyer, des efforts sont menés en vue d'établir des zones de libre-échange distinctes dans la Communauté du développement de l'Afrique australe (SADC) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA), tandis qu'un groupe de travail a été constitué pour améliorer la coordination des deux groupes. En fournissant assistance technique et conseils aux autorités régionales, le FMI encourage la liberté des échanges, les réformes et l'harmonisation du secteur financier et l'établissement de procédures de surveillance au niveau macroéconomique. À ce jour, les taux maximaux des droits de douane sont en baisse et les principaux obstacles non tarifaires ont disparu, tandis que les tarifs douaniers internes ont été éliminés ou réduits de manière substantielle et que les restrictions monétaires ont été levées.

Conclusion

Le meilleur moyen de promouvoir la croissance et de réduire la pauvreté est de se rallier à l'économie mondiale, d'améliorer les politiques publiques et de renforcer les institutions. L'intégration régionale de l'Afrique est une étape importante sur la voie de son intégration à l'économie mondiale. Ce sont là des tâches difficiles, mais qui peuvent être accomplies à condition que les responsables de l'élaboration des politiques économiques en Afrique et dans la communauté internationale soient prêts à assumer leur part du travail. **F&D**